

**Nations unies - Colombie - Adoption  
de la résolution 2366 - Conseil de  
sécurité - Explication de vote du  
représentant permanent de la  
France auprès des Nations unies**  
(New York, 10 juillet 2017)

Monsieur le Président, Madame la Ministre des affaires étrangères de Colombie,

La France salue l'adoption à l'unanimité de la résolution 2366, qu'elle a co-parrainée, et l'établissement d'une seconde mission des Nations unies chargée de poursuivre l'observation et la vérification du respect de l'accord de paix.

Cette mission s'inscrit dans la droite ligne de la remise des armes effectuée par les FARC le 27 juin dernier, qui constitue une étape primordiale vers l'établissement d'une paix durable en Colombie. Nous saluons une nouvelle fois l'implication des parties vers l'objectif d'ancrer solidement la paix, quels que soient les défis rencontrés. La Colombie prouve au monde sa capacité à fermer le chapitre de la guerre et à emprunter résolument le chemin exigeant de la paix. Je voudrais en remercier ici à nouveau les parties colombiennes et saluer en particulier l'engagement visionnaire et courageux du président Santos, que vous représentez aujourd'hui devant ce Conseil, Madame la Ministre. Le processus de paix en cours en Colombie constitue donc pour ce Conseil, qui a eu, et a, à connaître tant de crises, un immense motif d'espoir et d'encouragement, dans son rôle essentiel de garant du maintien de la paix.

L'enjeu est majeur, et il y aura des défis ; il s'agit désormais, non plus seulement de gagner la paix, mais, surtout, de la construire et de l'enraciner dans la durée. L'engagement remarquable du représentant du Secrétaire général des Nations unies, M. Jean Arnault, et de ses équipes, aux côtés des parties, constitue une belle illustration de notre capacité, et de celle des Nations unies, à appuyer la Colombie sur ce chemin. Le bilan exemplaire sur le terrain de la première mission, déployée dans les délais fixés, montre que les Nations unies ont su être à la hauteur des attentes, et de la confiance, placées en elles par les parties.

Monsieur le Président,

L'adoption de cette résolution, en réponse à la nouvelle requête effectuée le mois dernier, nous permet de prolonger, résolument, l'engagement existant. La nouvelle mission que nous mettons en place, à la demande des parties, contribuera à vérifier la mise en place des garanties et des dividendes de la paix. La France s'en réjouit et tient à remercier la plume britannique.

La France, pour sa part, s'est pleinement investie pour aider la Colombie à tracer le chemin de la paix, et continuera d'apporter un plein soutien pour la perpétuer. L'aide française s'élève

aujourd'hui à 820 millions d'euros de prêts et de dons liés au post-conflit. Nous contribuons également au fonds fiduciaire de l'Union européenne, que nous avons abondé d'une participation directe de 3 millions d'euros.

Monsieur le Président,

La résolution que nous venons d'adopter constitue un jalon essentiel d'un processus où les Nations unies joueront un rôle capital pour accompagner la Colombie sur le chemin d'une paix durable. Soyez-en assurés, les Nations unies sauront répondre à l'appel qui leur a été lancé. La France continuera à se mobiliser résolument pour que ce processus soit un succès, afin d'aider la Colombie à ouvrir ce nouveau chapitre de son Histoire et à gagner la paix. Je vous remercie./.